Compte rendu de la réunion du CONSEIL MUNICIPAL **de MONTMAIN du 23 février 2018**

Convocation du 13.02 .2018

Etaient Présents : DECHAUD Martine, TRULLARD Samuel, ROCHE Philippe, FAIVRE Jean-François, PEREZ Valérie, WITTIG Bernadette, VADOT Franck, POLLIART Dominique (pouvoir de SAGRANGE Bernard), CHIFFOT Véronique,

Absents excusés: SAGRANGE Bernard (pouvoir à POLLIART Dominique)

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 15 décembre 2017

Délibération 1 : Modification des statuts du SICECO

Mme le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que le Comité syndical du SICECO a, par délibération du 1^{er} février 2017, accepté la demande d'adhésion au Syndicat de 6 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. L'arrêté préfectoral du 20 juin 2017 a entériné cette extension de périmètre.

Le Comité syndical du SICECO a approuvé par une première délibération, le 8 décembre 2017, la demande d'adhésion de 11 EPCI dont voici la liste :

- La Communauté de communes de Pouilly-en-Auxois / Bligny-sur-Ouche (délibération du 3 février 2017)
- La Communauté de communes du Mirebellois et Fontenois (délibération du 15 février 2017)
- La Communauté de communes de Saulieu (délibération du 24 mars 2017)
- La Communauté de communes des Terres d'Auxois (délibération du 30 mars 2017)
- La Communauté d'agglomération de Beaune, Côte et Sud (délibération du 29 juin 2017)
- La Communauté de communes de Tille et Venelle (délibération du 29 août 2017)
- La Communauté de communes CAP Val de Saône (délibération du 19 septembre 2017)
- La Communauté de communes du Pays d'Arnay et Liernais (délibération du 20 septembre 2017)
- La Communauté de communes de Norge et Tille (délibération du 25 septembre 2017)
- La Communauté de communes du Pays d'Alésia et de la Seine (délibération du 16 novembre 2017)
- La Communauté de communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges (délibération du 28 novembre 2017)

Par une seconde délibération, le Comité syndical du SICECO a décidé d'offrir un nouveau service à ses adhérents :

7.9 – Service de maîtrise d'œuvre pour les travaux de voirie courants

Le Syndicat peut assurer, pour le compte des communes et EPCI membres qui en font la demande, des missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux de voirie ou d'aménagement de l'espace public. Les travaux visés concernent, notamment, les rénovations, des petits aménagements..., hors travaux complexes.

La modalité de mise en œuvre de ce service est fixée par convention.

Mme le Maire précise que c'est au tour de l'ensemble des adhérents au SICECO, communes et EPCI, de se prononcer sur l'extension de périmètre et la modification de Statuts.

Elle propose au Conseil municipal de les approuver.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5214-27,

Vu les délibérations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ci-dessus mentionnés,

Vu les délibérations annexées du Comité syndical du SICECO du 8 décembre 2017,

Vu le projet de Statuts du SICECO,

- Approuve l'adhésion des Etablissements publics de Coopération Intercommunale cités ci-dessus,
- Approuve la révision statutaire telle qu'elle a été adoptée par l'Assemblée générale du Comité syndical du SICECO en date du 8 décembre 2017,
- Autorise Madame, Monsieur le Maire à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Délibération 2 : Motion contre le projet de fermeture de classe aux écoles de Pouilly sur Saône

Mme le Maire indique qu'elle avait été informée en décembre 2017 par l'Inspecteur d'éducation nationale que l'école de Pouilly risquait de figurer sur la liste des éventuelles fermetures de classe.

Dès confirmation de cette information fin janvier, des manifestations ont été organisées aux écoles, et une audience a été demandée par la présidente du SIVOS à Madame la Directrice Académique afin de pouvoir

présenter les arguments contre la fermeture de classe avant la réunion du CTSD (comité technique spécial départemental) du 01 février. Mais le délai très court n'a pas permis d'être reçu avant la réunion.

La présidente du SIVOS et des parents d'élèves se sont rendus à Dijon le 01 février en espérant être reçu durant la commission mais ce ne fut pas le cas.

La CTSD a confirmé le maintien de l'école de Pouilly sur liste des fermetures de classe.

La décision sera réexaminée le 6 mars en CDEN (conseil départemental de l'éducation nationale) et Madame la Directrice d'Académie a accordé une audience à une délégation de Pouilly sur Saône le 5 février.

La délégation composée de Mme MONOT présidente du SIVOS, Mr BONNAVAUD, DDEN, Mr BELORGEY, Maire de GLANON, Mme TRULLARD Mélanie, déléguée de parents d'élève, Mr et Mme GEOFFROY, Mr LAMOTTE, Mme PERNIN, parents d'élèves et d'un délégué syndical des enseignants s'est rendue à Dijon. Mme la Présidente du SIVOS de Pouilly sur Saône a insisté sur le fait que le projet de fermeture de classe a été pris sur la base de chiffres d'effectif obsolètes.

En effet, la fermeture de classe est envisagée au vu des effectifs du 07 novembre 2017 de 77 élèves inscrits, mais à ce jour nous justifions de 80 inscrits, potentiellement 83.

En effet, la montée pédagogique amène d'ores et déjà les effectifs à 80 inscrits (17 départs de CM2 et 19 arrivées de CP) auxquels s'ajoute un élève de 8 ans qui va emménager sur la commune de Pouilly sur Saône avant la rentrée, ce qui représenterait déjà 27 élèves par classe.

A été pris en compte dans ces effectifs, le départ de deux élèves en classe SEGPA, mais leurs demandes pourraient être refusées car, n'ayant jamais redoublés, ils ne sont pas prioritaires. Si leur demande d'orientation est rejetée, l'effectif passera donc à 83 élèves inscrits, ce qui amènerait à un effectif moyen de 27.6 élèves par classe.

Mme MONOT a tenu à rappeler que les communes membres du SIVOS ont investi de manière importante dans les écoles au cours de ces dernières années, les locaux scolaires sont très récents, ce qui a représenté un investissement de près de 900 000 € H.T pour les communes membres du syndicat à vocation scolaire. Depuis la fin de la construction en 2012 tout le mobilier (tables et chaises) a été renouvelé, et comme le demandait l'éducation nationale, le SIVOS a ensuite investi dans les nouvelles technologies, en équipant les écoles d'un tableau interactif (TBI) en 2015, en amenant l'internet dans les salles de classe, et en achetant des ordinateurs portables en 2016.

Monsieur BELORGEY, maire de Glanon, a confirmé que les quatre communes membres du SIVOS ont acceptés d'investir au cours de ces dernières années dans la construction des locaux neufs et dans les équipements technologiques des écoles malgré l'effort financier important que cela a représenté pour leurs budgets modestes car les élus ont conscience que les conditions de scolarisation sont un critère important pour les familles, dans le choix d'une commune de résidence. Si les conditions d'accueil dans les écoles se dégradent avec des classes à deux, voire trois niveaux, ce sont les communes qui perdront de leur attractivité, et risquent de subir le phénomène de désertification rurale.

Monsieur BONNAVAUD, DDEN, quant à lui a insisté sur le fait que l'équipe enseignante présente aux écoles de Pouilly sur Saône est une équipe stable, qui a appris à travailler ensemble depuis plusieurs années. Si la décision de maintien de l'ouverture de classe n'est pas prise de manière effective à la réunion du 6 mars prochain, un enseignant sera mis sur la liste des enseignants mobilisés, et devra quitter l'école, quand bien même la classe serait finalement maintenue au vu des effectifs du mois de juin, sauf à accepter de rester en perdant son ancienneté.

Monsieur LAMOTTE, parent d'élève a insisté sur le fait que l'école de la république se devait de respecter l'égalité des enfants face aux conditions d'enseignement. Si on admet qu'il faut limiter à 12 l'effectif des classes de CP en zone REP, comment justifier des effectifs de 26 à 27 élèves en zone de revitalisation rurale ? Le délégué syndical des enseignants a appuyé cet argument en indiquant que des effectifs aussi élevés ne permettaient pas de bonnes conditions de travail, ni pour les élèves ni pour les enseignants.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- de prendre une motion contre le projet de fermeture de classe, en demandant à l'Education Nationale de bien vouloir revoir sa position sur la base des effectifs récents.

- de demander à la CDEN qui se réunira le 6 mars prochain, de bien vouloir se positionner clairement sur le maintien de la classe afin de permettre de garder l'équipe enseignante actuelle en place au complet, et de rassurer les parents d'élèves et les élus sur les conditions de scolarisation des enfants.

Délibération 3 : Motion contre la suppression des arrêts TER en gare de Losne Chaugey

Mme le Maire indique qu'une nouvelle convention a été négociée entre la SNCF et la région Bourgogne Franche Comté. Cette convention définit les conditions d'exploitation des transports.

Par délibération du 30 mars dernier la Région Bourgogne Franche Comté a procédé à des adaptations sur les lignes ferroviaires et plus particulièrement sur la ligne qui dessert Dijon-Bourg avec suppression de nombreux arrêts en gare de Losne Chaugey.

Les modifications et les nouveaux horaires de train pour la ligne Dijon/Bourg sont effectifs depuis le 10/12/2017, sans aucune concertation, ni information aux usagers et/ou des communes à l'exception d'un courrier reçu le 6 décembre 2017 de la région Bourgogne Franche Comté daté du 04/12/2017 notifiant les nouveaux horaires et arrêts en gare de Losne-Chaugey.

Les arguments avancés par la région, service transports sont une meilleure exploitation de la ligne afin d'augmenter le nombre de correspondance avec les liaisons Dijon/Paris et Bourg/Lyon.

Considérant la volonté manifeste de la Région d'appauvrir et d'anéantir les territoires ruraux au profit des grandes métropoles.

Considérant que les territoires ruraux connaissent déjà depuis de nombreuses années un réel recul de l'offre de service public, entraînant une dégradation des conditions de vie et une rupture d'égalité des territoires.

Considérant que le territoire de Plaine du Val de Saône est déjà très largement touché par la précarité (sans moyen de locomotion, précarité financière et sociale...)

Considérant que la gare de Chaugey constitue un enjeu de mobilité pour le territoire. La gare de Saint Jean de Losne étant située à 4 km et celles de Brazey en Plaine et de Pagny à environ 12 km.

Considérant que la gare de Chaugey participe à l'aménagement du territoire : la présence d'une gare avec des horaires adaptés est un outil harmonieux de développement du territoire qui permet aux populations désireuses de profiter d'un cadre de vie préservé, la possibilité d'accéder au lieu de travail, aux lycées, à l'enseignement universitaire, aux hôpitaux et spécialistes de la santé de la métropole Dijonnaise ainsi que sur le territoire de Seurre et ses environs.

Considérant que l'existence d'un tel service public constitue un élément pesant de manière importante dans la décision d'installation des rares entreprises sur notre territoire rural. Les anciens horaires d'arrêt du TER en gare de Chaugey permettaient aux usagers d'aller travailler sur Pagny (NOZ) ou sur Dijon. Le moyen de transport n'était pas un frein à la reprise d'activité ou à la recherche d'emploi.

Considérant que l'ultime but de la région Bourgogne Franche Comté est la fermeture pure et simple de la gare de Chaugey dans un avenir proche. Gare qui n'a déjà que le nom puisque absence de personnel, pas d'abri fermé et pas de guichet. Seulement des horaires d'arrêt qui permettaient avant la nouvelle organisation de se rendre sur la métropole de Dijon ou sur le territoire de Bourg en Bresse via Seurre.

Considérant que la Région Bourgogne Franche Comté prend en otage de nombreux usagers empruntant les TER aux arrêts de la gare de Chaugey, et néglige l'impact d'une telle décision sur nos petites communes.

Considérant que la suppression des arrêts en gare de Chaugey ne doit pas être la seule réponse au modèle économique ferroviaire proposé par la région Bourgogne Franche Comté à l'heure où les accords de Paris demandent la réduction des émissions de CO2 et où la question environnementale est la cause du XXIème siècle.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal

- décide de voter une motion contre la suppression des arrêts en gare de Chaugey hameau de Losne
- Demande à la région Bourgogne Franche Comté de revoir l'organisation des horaires de desserte sur la ligne Dijon/Bourg

- interpelle les acteurs et plus particulièrement la région Bourgogne Franche comté afin qu'ils prennent conscience des conséquences de telles décisions sur notre territoire.

Délibération 4 : Formation à l'utilisation du défibrillateur

Mme le Maire indique que, suite à la demande de quelques habitants, elle a pris attache avec les pompiers de seurre afin de prévoir une formation à l'utilisation du défibrillateur.

Le coût d'une telle formation est de 100 € pour 2 h environ d'informations sur les 1^{er} secours, le massage cardiaque et l'utilisation du défibrillateur.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide de prévoir cette formation au budget 2018.

Sécurisation routière de la traversée du village – étude du rapport de la Mica :

Mme le Maire donne lecture des points principaux du rapport de la Mission d'Aide aux Collectivités du Conseil Départemental, qui suite à la demande de suppression du ralentisseur sur la route de Villy, avait été sollicité afin de mener une réflexion globale sur la sécurité routière dans le village.

Le Conseil Départemental propose de réaliser des aménagements aux 4 entrées de village afin de marquer de manière plus forte l'entrée dans le village et éventuellement d'envisager un aménagement type chicane au centre du village et le renforcement des traversées piétonnes

Quoi qu'il en soit avant d'envisager de tels travaux, afin d'en vérifier le bien fondé, et de pouvoir éventuellement obtenir des subventions du conseil départemental dans le cadre des subventions de voirie, il est indispensable de réaliser un comptage des véhicules.

Le conseil municipal trouve le projet coûteux.

Mr TRULLARD indique qu'il faut aussi savoir ce que le conseil municipal souhaite faire, et se positionne clairement sur ce point.

Mme le Maire propose de constituer une commission de travail sur le sujet qui pourra travailler en collaboration avec la MiCA pour discuter de la pertinence des propositions et sur le rapport prix/efficacité.

Mrs TRULLARD, FAIVRE , VADOT, ROCHE et Mmes CHAVATTE et DECHAUD.

Questions diverses :

- convention 30 millions d'amis :

la fondation 30 millions d'amis est actuellement trop sollicitée et n'a pu donner suite à notre demande. Une demande sera redéposée dans le courant de l'année.

- Informations COM COM :

- Les compétences assainissements et GEMAPI ont bien été transférées à la com com au 1^{er} janvier 2018. La Com Com a voté le produit de la taxe GEMAPI pour l'année 2018 à 104 350 € soit 4,78€/habitant et a créé le budget annexe s'y rapportant

- Redevance incitative 2018 : les tarifs de la R.I. sont maintenus pour l'année 2018, tarifs identiques à ceux de 2013.

- Contributions budgétaires : les montants des attributions de compensation provisoires 2018 ont été arrêtés à l'identique de ceux votés en 2017

Montmain à transfert positif 24 451,57 €

Subventions 2018 à la Mission Locale : 1,20 par habitant soit 25 420 € (21 183 habitants)

- Nouvelle tarification enfance jeunesse pour l'année scolaire 2017-2018 : augmentation de 1,2% sur tous les tarifs ; cette augmentation correspond à l'inflation constatée en 2017.

- Manifestation Moto :

L'association « Les Pères Motards de Beaune » (association ayant pour but de récolter des cadeaux pour les enfants hospitalisés) souhaite organiser le samedi 23 août 2018 un festival (de 11h00 à 19h00) sur la commune de Montmain. La commune donne un avis favorable.

- Agenda :

- Samedi 3 mars 2018 de 10h00 à 12h00 : manifestation à Pouilly contre la fermeture d'une classe
- Vendredi 23 mars 2018 – Conseil Municipal (vote du budget)

La séance est levée à 22 h 00

DECHAUD Martine	TRULLARD Samuel	CHIFFOT Véronique
WITTIG Bernadette	POLLART Dominique	FAIVRE Jean-François
PEREZ Valérie,	VADOT Franck	ROCHE Philippe
CHAVATTE Sophie		